

ANNEXES

- DOCUMENTS ADMINISTRATIFS : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU 23 SEPTEMBRE 2021 ,PREFECTURE DU 25 OCTOBRE 2021 ET DU 26 OCTOBRE 2021
- BILAN DE LA CONCERTATION FEVRIER 2021
- BILAN DE LA CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES
- DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
- QUESTIONS POSEES SUR LE REGISTRE DEMATERIALISE ET PIECES JOINTES

ANNEXES

- DOCUMENTS ADMINISTRATIFS : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU 23 SEPTEMBRE 2021 ,PREFECTURE DU 25 OCTOBRE 2021 ET DU 26 OCTOBRE 2021
- BILAN DE LA CONCERTATION FEVRIER 2021
- BILAN DE LA CONSULTATION DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES
- DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
- QUESTIONS POSEES SUR LE REGISTRE DEMATERIALISE ET PIECES JOINTES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

23 septembre 2021

N° E21000102/13

LA PRÉSIDENTE
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire enquêteur

Vu enregistrée le 09/09/2021, la lettre par laquelle Le préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet l'élaboration du projet de plan de prévention des risques miniers sur la commune de Fuveau.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2021.

DECIDE

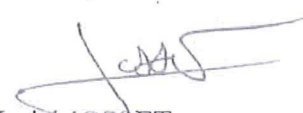
Article 1^{er} : M. Luc Castigli est désigné en qualité de commissaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

Article 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. Luc Castigli et au préfet des Bouches du Rhône.

Fait à Marseille, le 23 septembre 2021.

La 1^{ère} Vice-présidente,



Muriel JOSSET



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

Arrêté préfectoral

**portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de
Prévention des Risques Miniers (lignite) sur la commune de FUYEAU**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'Environnement, notamment les articles L123-1 à L123-16 et R123-1 à R123-23 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes;

VU le code de l'Environnement, notamment les articles L562-1 et suivants et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leur procédure d'élaboration;

VU le code Minier, notamment son article L174-5;

VU le code des Relations entre le public et l'administration;

VU la loi n° 2021-1040 du 05 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire;

VU le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire;

VU l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2019 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur la commune de Fuyeau;

VU la décision de l'Autorité Environnementale après examen au cas par cas n°F-093-19-P-0075, du 19 août 2019, précisant que l'élaboration du PPRM de Fuyeau n'est pas soumise à évaluation environnementale.

VU le bilan de la phase de concertation publique qui s'est déroulée du 14 novembre 2019 au 14 janvier 2020;

VU le bilan de la consultation des Personnes et Organismes Associés menée de mars 2021 à mai 2021;

VU l'avis favorable du 11 mai 2021 de la mairie de Fuyeau;

VU l'avis réservé du 19 mai 2021 du Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône;

VU le courrier assorti d'une note de présentation non technique produit le 07 septembre 2021, par la Direction départementale des Territoires et de la Mer (Service Urbanisme/Pôle Risques) laquelle sollicite l'engagement de la procédure d'enquête publique;

VU la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours;

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -

Téléphone : 04.84.35.40.00

www.bouches-du-rhone.gouv.fr

VU l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours;

VU la décision n°E21000102/13 du 23 septembre 2021 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées à l'article R123-8 du code de l'Environnement;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de soumettre le projet à une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du code de l'Environnement;

CONSIDERANT que les dispositions requises relatives à la crise sanitaire liée au Covid-19 sont compatibles avec la tenue de ladite enquête publique, dans le respect des prescriptions réglementaires y afférentes et des règles de sécurité sanitaire en vigueur;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé, pendant trente et un jours consécutifs, **du mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 inclus**, à l'ouverture d'une enquête publique, en mairie de Fuveau (siège de l'enquête), portant sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers (lignite) sur la commune de Fuveau.

Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur

A été désigné, en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur Luc CASTIGLI, géomètre expert, urbaniste - retraité.

Article 3 : Procédure et déroulement de l'enquête

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Le dossier d'enquête sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera tenu à la disposition du public, en mairie de Fuveau (Hôtel de Ville – 26, Bd Emile Loubet 13710 FUVEAU), pendant une durée de trente et un jours consécutifs, du mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 inclus, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, sauf le lundi après-midi) et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable, pendant la durée de l'enquête, sur le site internet suivant : <https://www.registredemat.fr/pprm-fuveau> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Fuveau>

Le dossier d'enquête peut également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau N°421 – Contact préalable au 04 84 35 42 46 ou 42 47).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant auprès de la direction susmentionnée de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Le dossier d'enquête publique comporte, en application des articles L123-9 et R 122-17 du code de l'Environnement, la décision de l'Autorité Environnementale après examen au cas par cas n°F-093-19-P-0075, du 19 août 2019.

Pendant la durée de l'enquête, le public¹ pourra consigner ses observations et propositions du mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 inclus :

- sur le registre d'enquête publique établi sur feuillets non mobile coté et paraphé par le commissaire enquêteur, disponible en mairie de Fuveau.

- sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant: <https://www.registredemat.fr/pprm-fuveau> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture.

- par courriel à l'adresse suivante: pprm-fuveau@registredemat.fr

- par voie postale au commissaire enquêteur au siège de l'enquête.

En outre, les observations écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Luc CASTIGLI, qui se tiendra à la disposition du public, au siège de l'enquête, à l'adresse précitée, aux jours et heures suivants :

- mardi 16 novembre 2021	de 9h00 à 12h00
- mardi 23 novembre 2021	de 14h00 à 17h00
- jeudi 02 décembre 2021	de 9h00 à 12h00
- mardi 07 décembre 2021	de 14h00 à 17h00
- jeudi 16 décembre 2021	de 14h00 à 17h00

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-14 à R123-17 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R123-13 du code de l'Environnement (modifié par décret n°2021-837 du 29 juin 2021), les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et orales émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert depuis le lien internet suivant: <https://www.registredemat.fr/pprm-fuveau> ou accessibles à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture.

Par ailleurs, l'ensemble des observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Le maire de la commune sur le territoire de laquelle le plan doit s'appliquer est entendu par le commissaire enquêteur une fois consigné ou annexé au registre d'enquête l'avis du conseil municipal.

Article 4 : Publicité de l'enquête

Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique et établi conformément aux dispositions des articles L.123-10, R.123-9 et R.123-11 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par

¹ - Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.
Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -
Téléphone : 04.84.35.40.00
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

tout autre procédé, par les soins du maire concerné, dans la commune de Fuveau, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.
L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

L'avis sera également affiché, dans les mêmes conditions de délai et de durée, à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et en Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence.

Cet avis d'enquête sera également publié par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

Enfin, l'avis d'enquête sera publié par voie dématérialisée sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 5 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le pétitionnaire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19, alinéa 2 du code de l'environnement, qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que les réponses éventuelles du responsable du projet.

Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et ses conclusions motivées.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 6 : Consultation du rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera:

- adressée par le Préfet à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête;
- adressée par le Préfet à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Urbanisme/Pôle Risques - 16, rue Antoine Zattara - 13332 MARSEILLE cedex 3;
- tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la Préfecture des Bouches-du-Rhône (Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement/ BUPCE Bureau 404) et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Article 7 : Décision prise à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le plan de prévention des risques miniers, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'Environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'Urbanisme (Art L562-4 du code de l'Environnement)

Article 8 : Personne responsable du projet

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme /Pôle Risques - Tel: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Article 9 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Aix-en-Provence,
- Le Maire de la commune de Fuveau,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille ainsi qu'à la Présidente de la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 25 OCT. 2021

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 25 octobre 2021, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (lignite) sur la commune de FUYEAU.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente et un jours consécutifs, **du mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 inclus** en mairie de FUYEAU (Hôtel de Ville – 26, Bd Emile Loubet 13710 FUYEAU), siège de l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8H30 à 12H00 et de 13H30 à 17H00, sauf le lundi après-midi);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 – Contact préalable au 04 84 35 42 46 ou 42 47);
- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Fuveau>;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de FUYEAU;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet: <https://www.registredemat.fr/pprm-fuveau> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la Préfecture, ou par courriel à l'adresse suivante: pprm-fuveau@registredemat.fr

Monsieur Luc CASTIGLI, géomètre expert, urbaniste, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- | | |
|--------------------------|------------------|
| - mardi 16 novembre 2021 | de 9h00 à 12h00 |
| - mardi 23 novembre 2021 | de 14h00 à 17h00 |
| - jeudi 02 décembre 2021 | de 9h00 à 12h00 |
| - mardi 07 décembre 2021 | de 14h00 à 17h00 |
| - jeudi 16 décembre 2021 | de 14h00 à 17h00 |

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables par le public¹ sur le site dématérialisé sécurisé précité ou accessibles depuis le site internet précité de la préfecture. Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

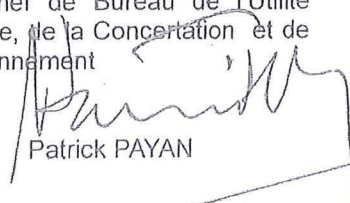
Au terme de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme /Pôle Risques - Tel: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 26 OCT. 2021

Le Chef de Bureau de l'Utilité
Publique, de la Concertation et de
l'Environnement


Patrick PAYAN

¹ Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.



Nombre de
Conseillers en
exercice : 33
Votants : 33

SEANCE DU 3 MAI 2021

*L'an deux mille vingt et un et le trois mai,
à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement
convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel
de ses séances, sous la présidence de Mme Béatrice BONFILLON CHIAVASSA, Maire*

Présents : *Tous les Conseillers élus.*

Procurations : *Mme TOUEL CLEMENTE à M. ALBANESE
Mme ARUTA à Mme BOURRELLY MARCELLI
M. FOUAN à M. GOUIRAND
Mme FILIPPETTI à M. MICHELOSI
M. TARGOWLA à Mme PELLENZ*

. Guillaume CORDOBA est désigné secrétaire de séance à l'unanimité.

N°43

AFFAIRES GENERALES

AVIS DE LA COMMUNE DE FUVEAU SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES (PPRM)

- Rapport de Marie-Dominique BAGOUSSE et Daniel GOUIRAND -

La commune de FUVEAU a été destinataire d'un Porter A Connaissance (PAC) Minier le 3 août 2017 qui lui communiquait l'état actuel des connaissances sur les aléas résiduels liés à l'ancienne activité minière tout en lui demandant de prendre en compte celui-ci dans ses décisions d'urbanisme (autorisations des droits des sols).

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la commune de FUVEAU a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2019.

Ce projet de Plan de Prévention des Risques Miniers a été élaboré par les services de l'Etat en association avec la commune.

La commune est aujourd'hui consultée pour avis en tant que personne et organisme associée et dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception des documents pour le formuler. Pour mémoire, une phase de concertation publique a eu lieu du 14 novembre 2019 au 14 janvier 2020.

A l'issue de cette phase d'avis, le projet sera soumis à enquête publique par le Préfet.

Comme l'indique le rapport de présentation : « le Plan de Prévention des Risques Miniers est un document réalisé par l'État dans les territoires les plus exposés aux risques miniers, dont l'objet est d'étudier et de réglementer les zones de risques. L'objectif majeur du PPRM est la prise en compte des risques dans les décisions d'aménagement du territoire ».

■ Qu'est-ce qu'un risque ?

« Une zone de risque est définie comme la partie de la zone d'aléa dans laquelle se trouve un enjeu vulnérable en surface (habitation, infrastructure...) ».

■ Qu'est-ce qu'un enjeu ?

C'est « l'ensemble des personnes, biens, équipements, et/ou environnement susceptibles d'être affecté par un phénomène naturel ou anthropique ».

■ Qu'est-ce qu'un aléa ?

Un « aléa correspond à l'éventualité qu'un phénomène se produise sur un site donné en atteignant une intensité ou une gravité qualifiable ou quantifiable ».

L'aléa est hiérarchisé de l'aléa fort à l'aléa faible.

Le projet de PPRM se compose des documents suivants : un rapport de présentation, la carte de zonage réglementaire, le règlement, les annexes (la carte des enjeux, les cartes d'aléa etc...) et les études de référence.

Les enjeux d'aménagement comprennent deux espaces :

- d'une part, ceux urbanisés caractérisés par « un faisceau d'indices comme le nombre de constructions existantes, la distance du terrain par rapport au bâti existant, la continuité des parcelles bâties, et le niveau de desserte par les équipements »
- et d'autre part, ceux non urbanisés « comprenant les zones agricoles, les zones naturelles et forestières, les zones d'urbanisation diffuse... ».

La carte d'enjeux montre qu'une **grande partie des secteurs concernés par des aléas miniers sont des zones non urbanisés (Les Planes, le Terril de Bramefan et un secteur Sud-Ouest de la commune : les Espinades, Jas de Bassas, Gouste-Soulet, les Quatre Termes).**

Les aléas retenus sur le territoire communal sont les suivants : effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour (faible à moyen) ; effondrement localisé lié aux travaux souterrains (faible) ; affaissement (faible à moyen) ; tassement (faible) ; glissement (faible) ; échauffement (faible à moyen) et inondation (faible à fort). A ces aléas s'ajoute les périmètres de protection définis autour des puits traités par bouchon autoportant.

Le croisement des différents enjeux et aléas a conduit à retenir et définir des zones **VIOLET Vi**, **ROUGE R**, **MARRON M**, **BLEU B** et **VERT Ve** dans le cadre du zonage réglementaire.

1/ Les zones VIOLET Vi correspondent « à des espaces urbanisés ou non, directement exposés à un aléa (très préjudiciable) effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour ou situés à l'intérieur des périmètres de protection définies autour des puits traités par bouchon autoportant. Dans ces zones, il n'existe pas de mesure de protection technique ou économiquement supportable pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions. D'une manière générale, la construction y est interdite. Seuls l'entretien, la gestion courante du bâti existant sont autorisés ».

2/ Les zones ROUGE R correspondent « à des espaces urbanisés ou non, directement exposés à un aléa minier très préjudiciable (de par sa nature ou son niveau). Dans ces zones, il n'existe pas non plus de mesure de protection technique ou économiquement supportable pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions. A l'instar de la zone VIOLET, d'une manière générale, la construction y est interdite. Seuls l'entretien, la gestion courante et des extensions mesurées du bâti existant sont autorisés ».

3/ Les zones MARRON M correspondent « à des espaces non urbanisés qui sont directement exposés à des aléas miniers. Il convient de préserver ces zones de toute urbanisation dans l'objectif de ne pas créer de nouveaux risques par la création d'enjeux supplémentaires. L'entretien, la gestion courante et les extensions limitées du bâti existant ainsi que les projets nécessaires et liés à l'activité agricole, piscicole ou forestière y sont autorisés sous condition ».

4/ Les zones BLEU B correspondent « à des espaces urbanisés qui sont directement exposés à des aléas miniers pour lesquels il existe des mesures de protection techniquement possibles et financièrement supportables par un propriétaire individuel ou par la collectivité. La construction y est admise sous condition ».

5/ Les zones VERT Ve correspondent « à des espaces urbanisés ou non, exposés exclusivement à un aléa affaissement de niveau faible intensité très limitée. La construction y est admise sous condition ».

Il est proposé au regard des documents transmis à la Commune d'émettre un avis favorable.

Vu le courrier du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date du 11 mars 2021,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2019 prescrivant le Plan de Prévention des Risques Miniers de la commune de FUYEAU,

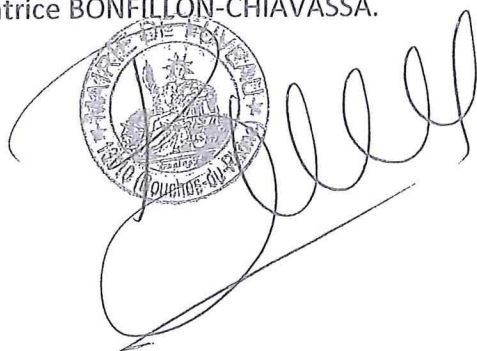
Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DONNER** un avis favorable au projet de plan de prévention des risques miniers de la commune de FUYEAU.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte cette délibération par 25 voix pour et 8 abstentions.

« L'ordonnateur atteste du caractère exécutoire transmis en Sous-Préfecture le 11/05/2021, et sa publication le 11/05/2021 ».

Le Maire,
Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA.





**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Plan de Prévention des Risques Miniers sur la commune de Fuveau

CONCERTATION PUBLIQUE

Bilan de la concertation

Février 2021

Contexte

L'élaboration du PPR Miniers de la commune de Fuveau a été réalisée en association avec les collectivités locales et en concertation avec la population. Une phase active d'association a été ouverte en octobre 2018 et est toujours en cours. La concertation publique s'est déroulée de novembre 2018 à janvier 2019.

Cette phase de concertation a pour objectif de recueillir les avis du public sur le projet de Plan de Prévention des Risques avant la consultation des Personnes et Organismes Associés et la mise en enquête publique.

SOMMAIRE

Modalités de la phase de concertation.....	3
Synthèse de la phase de concertation.....	4

Modalités de la phase de concertation

Cette étape est l'occasion d'informer largement le public et ainsi de préparer l'enquête publique à venir.

Plus précisément, la concertation comprend :

- la mise à disposition des pièces du PPR (rapport de présentation, zonage, règlement) et d'un registre dans la mairie de la commune concernée,

	Exposition et registre en mairie	
	Début	Fin
Mairie de Fuveau	14/11/19	14/01/20

- la mise en ligne des pièces du PPR (rapport de présentation, zonage, règlement) sur le site de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

Lien Internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr (rubrique Prévention)

- la possibilité de contacter la DDTM, par mail ou par courrier, pour poser des questions ou proposer des évolutions, courriel : ddtm-risque-minier@bouches-du-rhone.gouv.fr
- la mise en place d'une exposition en mairie,
- l'organisation d'une réunion publique :
 - dans les locaux de la mairie de **Fuveau** (salle du conseil municipal) le 14 novembre 2019

L'annonce de cette réunion publique a fait l'objet de communications par voie de presse (annonces légales dans les quotidiens de la Provence (6/11/2019) et de la Marseillaise (6/11/2019)), par affichage en commune et sur les sites internet de la préfecture et des collectivités.

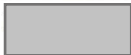
Synthèse de la phase de concertation

Une mobilisation de la population assez importante est à noter pour la réunion publique sur la commune de Fuveau.

Une réponse est apportée par courrier (postal ou électronique) par la DDTM13 à chacune des observations formulées durant la phase de concertation.

- Une remarque a été inscrite sur le registre
- Trois remarques ont été déposées dans la boîte électronique mise en place pour la concertation

Registre Mail Courrier	NOM	Numéros Parcellaires ou lieu	Remarques	Conclusions
<u>R,C</u>	M. Philippe Benoit-Lizon Principal du collège Font d'Aurumy à Fuveau	Collège Font d'Aurumy	Inquiétude en raison de la présence d'un aléa effondrement localisé lié à un ouvrage débouchant au jour sur l'emprise du collège	Après avoir consulté GEODERIS, la DDTM a répondu par courrier daté du 19 septembre 2020 en reprenant les conclusions du rapport rédigé par GEODERIS en réponse à notre consultation : <i>« le risque pour le bâtiment du collège est évalué à très faible (aucun dégât structurel probable) et celui pour les personnes y séjournant au moment de l'effondrement à nul. »</i>
<u>M</u>	Maxime D.	X	Questionnement sur les extensions du bâti existant autorisées en zone d'aléa affaissement cassant (zone Rouge). Incompréhension sur le fait que le projet de PPR est plus contraignant que les principes de prévention intégrés au PAC minier de 2017 sur les extensions autorisées	La DDTM a répondu par mail en expliquant que le PPR n'était pas plus contraignant mais explicitait les règles avec un niveau de détail plus important. Le malentendu provient du fait que nous avons omis de préciser dans le PAC que les extensions limitées n'étaient autorisées qu'une seule fois. En effet, autoriser des extensions limitées mais reconductibles n'aurait pas de sens. De plus, cette gestion de l'existant est en conformité avec la circulaire du 06/01/2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels

<u>Registre Mail Courrier</u>	NOM	Numéros Parcellaires ou lieu	Remarques	Conclusions
<u>M</u>	Architectes Atelier d'architecture 2B	BA42	Demande de renseignements au sujet de la possibilité de surélévation en zone d'aléa affaïssement cassant (zone Rouge) dans le projet de PPR	La DDTM a répondu par mail en indiquant que le PPR n'étant pas approuvé, c'était le PAC qui s'appliquait et que la surélévation est limitée à 20 m ² de surface de plancher en zone d'aléa affaïssement cassant
<u>M</u>	V. 	X	Habitant dont l'habitation se situe en zone Rouge (aléa affaïssement cassant) du projet de PPR et qui demande la date d'approbation du PPR	La DDTM a répondu par mail en indiquant que le PPR n'est pas encore approuvé et a rappelé que c'était le PAC qui s'appliquait et en précisant que la surélévation est limitée à 20 m ² de surface de plancher en zone d'aléa affaïssement cassant



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

**Plan de Prévention des Risques Miniers
sur la commune de Fuveau**

ENQUETE PUBLIQUE

Bilan de la consultation des personnes et organismes associés

Août 2021

SOMMAIRE

. I. Les modalités de la consultation.....	3
. II. Le bilan quantitatif de la consultation :.....	4
1. Avis exprimés.....	4
a) Avis favorables.....	4
b) Avis réservés.....	4
c) Avis défavorables.....	4
2. Avis non exprimés.....	4
a) Ne se prononce pas (avis réputé favorable).....	4
b) N'ont pas répondu (avis réputé favorable).....	5
. III. ANNEXE (Avis des POA).....	6

.I. Les modalités de la consultation

Conformément au R562-7 du Code de l'Environnement, les POA (Personnes et Organismes Associés) listés dans le tableau ci-dessous ont été consultés pour avis sur le projet de PPR miniers de la commune de Fuveau

Personne ou organisme consulté	Date d'envoi du dossier	Date de réception du dossier
Marie de Fuveau	22/03/21	23/03/21
Mme la présidente du Conseil Départemental des BDR	22/03/21	24/03/21
M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière PACA	22/03/21	23/03/21
M. le Président du Conseil Régional de PACA	22/03/21	23/03/21
Mme la Présidente de Métropole AMP	22/03/21	23/03/21
M. le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix	22/03/21	23/03/21
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Marseille	22/03/21	23/03/21
M. le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat	22/03/21	23/03/21
M. le Président de la Chambre d'Agriculture	22/03/21	23/03/21
SDIS	22/03/21	24/03/21

Selon l'article R.562-7 du Code de l'Environnement, l'ensemble des avis à recueillir sont réputés **favorables** lorsqu'ils n'ont pas été rendus dans le délai imparti.

II. Le bilan quantitatif de la consultation :

1. Avis exprimés

a) Avis favorables

Personne ou organisme consulté	Date de la décision	Nature de la décision
Mairie de Fuveau	11/05/21	Délibération du Conseil Municipal

b) Avis réservés

Personne ou organisme consulté	Date de la décision	Nature de la décision
Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône	19/05/21	Courrier du Président

c) Avis défavorables

Personne ou organisme consulté	Date de la décision	Nature de la décision

2. Avis non exprimés

a) Ne se prononce pas (avis réputé favorable)

Les POA listés ci-dessous, bien qu'ils aient répondu au courrier de consultation dans les délais impartis (sous la forme d'avis techniques, de recommandations et de propositions sur les documents), n'ont pas exprimé d'avis explicite, favorable ou défavorable.

Personne ou organisme consulté	Date de la décision	Nature de la décision
Conseil Départemental	25/05/21	Courrier de M. Henri Pons, conseiller départemental

b) N'ont pas répondu (avis réputé favorable)

Personne ou organisme consulté
Mairie de Fuveau
M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière PACA
M. le Président du Conseil Régional de PACA
Mme la Présidente de Métropole AMP
M. le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Marseille
M. le président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
SDIS

.III. ANNEXE (Avis des POA)



Nombre de
Conseillers en
exercice : 33
Votants : 33

SEANCE DU 3 MAI 2021

*L'an deux mille vingt et un et le trois mai,
à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement
convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel
de ses séances, sous la présidence de Mme Béatrice BONFILLON CHIAVASSA, Maire*

Présents : *Tous les Conseillers élus.*

Procurations : *Mme TOUEL CLEMENTE à M. ALBANESE
Mme ARUTA à Mme BOURRELLY MARCELLI
M. FOUAN à M. GOUIRAND
Mme FILIPPETTI à M. MICHELOSI
M. TARGOWLA à Mme PELLENZ*

. Guillaume CORDOBA est désigné secrétaire de séance à l'unanimité.

N°43

AFFAIRES GENERALES

**AVIS DE LA COMMUNE DE FUYEAU SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES
RISQUES MINIERS (PPRM)**

- Rapport de Marie-Dominique BAGOUSSE et Daniel GOUIRAND -

La commune de FUYEAU a été destinataire d'un Porter A Connaissance (PAC) Minier le 3 août 2017 qui lui communiquait l'état actuel des connaissances sur les aléas résiduels liés à l'ancienne activité minière tout en lui demandant de prendre en compte celui-ci dans ses décisions d'urbanisme (autorisations des droits des sols).

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la commune de FUYEAU a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2019.

Ce projet de Plan de Prévention des Risques Miniers a été élaboré par les services de l'Etat en association avec la commune.

La commune est aujourd'hui consultée pour avis en tant que personne et organisme associée et dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception des documents pour le formuler. Pour mémoire, une phase de concertation publique a eu lieu du 14 novembre 2019 au 14 janvier 2020.

A l'issue de cette phase d'avis, le projet sera soumis à enquête publique par le Préfet.

Comme l'indique le rapport de présentation : « **le Plan de Prévention des Risques Miniers est un document réalisé par l'État dans les territoires les plus exposés aux risques miniers, dont l'objet est d'étudier et de réglementer les zones de risques. L'objectif majeur du PPRM est la prise en compte des risques dans les décisions d'aménagement du territoire** ».

▪ Qu'est-ce qu'un risque ?

« Une zone de risque est définie comme la partie de la zone d'aléa dans laquelle se trouve un enjeu vulnérable en surface (habitation, infrastructure...) ».

▪ Qu'est-ce qu'un enjeu ?

C'est « l'ensemble des personnes, biens, équipements, et/ou environnement susceptibles d'être affecté par un phénomène naturel ou anthropique ».

▪ Qu'est-ce qu'un aléa ?

Un « aléa correspond à l'éventualité qu'un phénomène se produise sur un site donné en atteignant une intensité ou une gravité qualifiable ou quantifiable ».

L'aléa est hiérarchisé de l'aléa fort à l'aléa faible.

Le projet de PPRM se compose des documents suivants : un rapport de présentation, la carte de zonage réglementaire, le règlement, les annexes (la carte des enjeux, les cartes d'aléa etc...) et les études de référence.

Les enjeux d'aménagement comprennent deux espaces :

- d'une part, ceux urbanisés caractérisés par « un faisceau d'indices comme le nombre de constructions existantes, la distance du terrain par rapport au bâti existant, la continuité des parcelles bâties, et le niveau de desserte par les équipements »
- et d'autre part, ceux non urbanisés « comprenant les zones agricoles, les zones naturelles et forestières, les zones d'urbanisation diffuse... ».

La carte d'enjeux montre qu'une **grande partie des secteurs concernés par des aléas miniers sont des zones non urbanisés (Les Planes, le Terril de Bramefan et un secteur Sud-Ouest de la commune : les Espinades, Jas de Bassas, Gouste-Soulet, les Quatre Termes).**

Les aléas retenus sur le territoire communal sont les suivants : effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour (faible à moyen) ; effondrement localisé lié aux travaux souterrains (faible) ; affaissement (faible à moyen) ; tassement (faible) ; glissement (faible) ; échauffement (faible à moyen) et inondation (faible à fort). A ces aléas s'ajoute les périmètres de protection définis autour des puits traités par bouchon autoportant.

Le croisement des différents enjeux et aléas a conduit à retenir et définir des zones **VIOLET Vi**, **ROUGE R**, **MARRON M**, **BLEU B** et **VERT Ve** dans le cadre du zonage réglementaire.

1/ Les zones VIOLET Vi correspondent « à des espaces urbanisés ou non, directement exposés à un aléa (très préjudiciable) effondrement localisé lié aux ouvrages débouchant au jour ou situés à l'intérieur des périmètres de protection définies autour des puits traités par bouchon autoportant. Dans ces zones, il n'existe pas de mesure de protection technique ou économiquement supportable pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions. D'une manière générale, **la construction y est interdite**. Seuls l'entretien, la gestion courante du bâti existant sont autorisés ».

2/ Les zones ROUGE R correspondent « à des espaces urbanisés ou non, directement exposés à un aléa minier très préjudiciable (de par sa nature ou son niveau). Dans ces zones, il n'existe pas non plus de mesure de protection technique ou économiquement supportable pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions. A l'instar de la zone **VIOLET**, d'une manière générale, **la construction y est interdite**. Seuls l'entretien, la gestion courante et des extensions mesurées du bâti existant sont autorisés ».

3/ Les zones MARRON M correspondent « à des espaces non urbanisés qui sont directement exposés à des aléas miniers. Il convient de préserver ces zones de toute urbanisation dans l'objectif de ne pas créer de nouveaux risques par la création d'enjeux supplémentaires. **L'entretien, la gestion courante et les extensions limitées du bâti existant ainsi que les projets nécessaires et liés à l'activité agricole, piscicole ou forestière y sont autorisés sous condition** ».

4/ Les zones BLEU B correspondent « à des espaces urbanisés qui sont directement exposés à des aléas miniers pour lesquels il existe des mesures de protection techniquement possibles et financièrement supportables par un propriétaire individuel ou par la collectivité. **La construction y est admise sous condition** ».

5/ Les zones VERT Ve correspondent « à des espaces urbanisés ou non, exposés exclusivement à un aléa affaissement de niveau faible intensité très limitée. **La construction y est admise sous condition** ».

Il est proposé au regard des documents transmis à la Commune d'émettre un avis favorable.

Vu le courrier du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date du 11 mars 2021,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2019 prescrivant le Plan de Prévention des Risques Miniers de la commune de FUYEAU,

Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DONNER** un avis favorable au projet de plan de prévention des risques miniers de la commune de FUYEAU.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte cette délibération par 25 voix pour et 8 abstentions.

« L'ordonnateur atteste du caractère exécutoire transmis en Sous-Préfecture le 11/05/2021, et sa publication le 11/05/2021 ».

Le Maire,
Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Béatrice', is written over a circular official stamp. The stamp contains text that is partially obscured but includes 'Mairie de FUYEAU' and 'Le Maire'.

**M. Le Directeur
DDTM des Bouches-du-Rhône
16 rue Antoine Zattara
13332 MARSEILLE CEDEX 3**

Service Urbanisme / Pôle Risques Naturels

Aix-en-Provence, le 19 mai 2021

Maison des agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
13626 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1
Tél. : 04.42.23.06.11
Fax : 04.42.63.16.98
www.agri13.fr
la meilleure adresse du terroir

N/Réf : CM/MD
N° : 481

Objet : Avis Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône – consultation des POA –
Projets de PPRM de Cadolive, Fuveau, Peypin et Saint-Savournin

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés, j'ai l'honneur de vous faire part de l'avis de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sur les projets de PPR Miniers des communes de Cadolive, Fuveau, Peypin et Saint-Savournin.

L'analyse des éléments transmis pour ces quatre projets, ainsi que notre participation à la réunion organisée par vos services en décembre 2020 nous amènent à vous faire part des remarques ci-après.

Nous notons que quel que soit le niveau d'aléa, l'utilisation agricole du sol est possible sous formes de cultures, parcs et clôtures. Néanmoins nous notons que l'implantation de serres ou tunnels y est interdite dans les zones en violet, zones qui sont considérées directement exposées à un aléa effondrement très préjudiciable.

Concernant la possibilité de création de serres ou de tunnels agricoles possibles en zone rouge (et également dans les zones en marron, bleu et vert) la nécessité de recourir à une étude qui vise à limiter les dommages à la structure vis-à-vis des aléas ou au droit du projet ne nous semble pas opportun pour ce type de projet compte tenu de la nature même de ce type de construction. Nous demandons donc que ce type de construction en soit exempté.

Nous notons également que la zone en marron ainsi que les zones en bleu et en vert ouvrent la possibilité, pour l'activité agricole, des constructions (et extensions) qui y sont liées et nécessaires. Concernant spécifiquement le bâti fonctionnel agricole, non dédié au logement de l'exploitant, nous attirons votre attention sur la nécessité que les niveaux de performance attendus pour ces types de bâtiment soient en relation avec les enjeux exposés. Ainsi nous considérons

qu'il est important de pouvoir adapter ce niveau de performance attendu en présence d'enjeux qui seraient uniquement matériels.

Concernant les zones d'aléa échauffement pour lesquelles l'emploi du feu est interdit et notamment l'écobuage, nous tenons à vous alerter sur le fait que cette interdiction est susceptible de contraindre fortement les pratiques sylvopastorales.

Pour ces raisons, la Chambre d'agriculture émet un avis réservé à la prise en compte de ces demandes sur les projets de PPRM des communes Cadolive, Fuveau, Peypin et Saint-Savournin.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, mes respectueuses salutations.



Le Président

Patrick LEVEQUE

Henri PONS

Conseiller départemental

Délégué à l'Aménagement du Territoire hors Marseille et à la
Mobilité

Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Maire d'Eyguières

, le **25 MAI 2021**

Monsieur Jean-Philippe d'ISSERNIO
Directeur Départemental des Territoires et de la
Mer 13
DDTM des Bouches-du-Rhône
Service Urbanisme - Pôle Risques Naturels
16 rue Antoine Zattara
13332 Marseille Cedex 3

Objet : Avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques Miniers et carrières souterraines (PPRM)
des communes de Cadolive, Fuveau, Peypin et Saint-Savournin.

Monsieur le Directeur,

Par courrier en date du 11 mars 2021, vous avez saisi le Département pour avis sur le projet de Plan
de Prévention des Risques Miniers et Carrières souterraines (PPRM) des communes de Cadolive,
Fuveau, Peypin et Saint-Savournin.

Les quatre projets de PPRM de ces communes concernent les terrains impactés par les anciennes
exploitations souterraines de lignite et de pierre à ciment. Les aléas miniers retenus sur ces
territoires communaux sont les aléas d'affaissement, d'effondrement, de tassement, glissement et
d'échauffement et des aléas mouvements de terrain (effondrement – affaissement) liés aux
anciennes carrières souterraines de pierre à ciment.

Certaines de nos routes départementales et de nos ouvrages d'art se situent dans des zones
réglementées par ces quatre PPRM. C'est le cas des sections de routes départementales : D96,
D46a, D46 à Fuveau, RD7 et RD8 à Cadolive, D908, D46a, D7 et D8 à Peypin et D7, D8, D46,
D46a et D46e à Saint-Savournin.

Dans ces conditions, le Département émet les remarques suivantes :

- Sur les règles s'appliquant aux projets nouveaux d'infrastructures publiques de transport :

Concernant les projets routiers, les dispositions du règlement sont explicites : les infrastructures
routières nouvelles (définies par la notion d'équipements techniques ou infrastructures de
transport) sont clairement admises dans toutes les zones du PPRM (zones Vi, R, M, B et Ve).
La rédaction ci-après, est ainsi utilisée dans tous les articles du règlement : « La création ou

l'extension des équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (telles que les infrastructures routières) sont autorisées sous conditions, afin de limiter la vulnérabilité aux aléas miniers/carrières souterraines résiduels ».

Concernant les prescriptions sur les conditions de réalisation, d'utilisation et d'exploitation l'ensemble des interventions du Département pour la création ou l'extension des ouvrages, équipements et infrastructures, s'inscrivent bien évidemment dans le cadre des règles des quatre PPR : *« Une étude géotechnique spécifique devra être réalisée et définira selon le zonage intercepté, les dispositions constructives garantissant une tenue pérenne, la stabilité de ou des ouvrages et la sécurité des personnes, à la survenance des aléas miniers/carrières souterraines résiduels au droit du projet (pour les zones Vi, R, M et B), à la survenance d'une mise en pente de 1% (pour les zones Vert). Les ouvrages créés (voiries, réseaux, aires de stationnement, équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ...) devront permettre un accès en sécurité aux ouvrages miniers tout en garantissant l'usage des projets ».*

Il est à noter qu'à la différence des autres zones moins restrictives, les projets de voiries situés en zones « Violet Vi » sont autorisés sous réserve de démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative. (Article II. 1.b).

- Sur les règles s'appliquant aux infrastructures existantes dans les différentes zones :

Les dispositions du règlement pour les infrastructures routières existantes sont explicites : *« Les travaux relatifs à l'entretien, au maintien en l'état et à la mise en sécurité des équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics »* sont autorisés dans toutes les zones du PPR (zones Vi, R, M, B et Ve).

Au regard de sa compétence voirie, le Département considère donc qu'il est autorisé explicitement dans le règlement des PPRM, à réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quel que soit le zonage du PPRM.

- Sur les mesures visant la sécurité et l'information du public :

Il est mentionné : *« Les maîtres d'ouvrage et exploitants d'ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ainsi que les exploitants de certaines catégories d'établissements recevant du public garantissent aux services de secours la disposition d'une capacité suffisante de communication radioélectrique à l'intérieur de ces ouvrages et établissements (L. 732-3 Code de la Sécurité Intérieure) ».* Cette disposition ne concerne pas les routes départementales qui, dans le secteur, sont toutes en extérieur.

Par ailleurs, l'article L.732-3 cité ci-dessus, fait référence à un décret en conseil d'Etat qui fixe les catégories d'ouvrages et d'établissements soumis à ces obligations. Si toutefois l'Etat considère que les gestionnaires de voies sont concernés par cette disposition, le Département devra en être informé et le décret porté à sa connaissance.

Il est également mentionné que pour satisfaire les dispositions mentionnées ci-dessus « *les gestionnaires de réseaux seront tenus au titre du présent PPRM de définir et mettre en œuvre un plan pluriannuel de mesures de réduction de la vulnérabilité. Ces mesures devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date d'approbation du PPRM* ». Il serait utile de préciser le sens du mot « réseau » car les routes ne sont habituellement pas considérées au même titre que les réseaux de canalisation de transport ou de distribution (fluides, gaz, télécom, électricité), puisque constitutives de réseaux de transport.

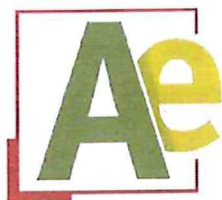
Ces mesures ne semblent viser que les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution de produits nécessaires au « maintien des besoins prioritaires de la population ». Par conséquent, le Département, en tant que gestionnaire d'infrastructures, n'est pas concerné.

En conclusion, l'ensemble des règles des PPRM des quatre communes permettront au Département en tant que gestionnaire de voirie, de continuer à entretenir et exploiter les routes existantes. Il pourra de plus réaliser si nécessaire de nouvelles routes dans toutes les zones, avec une étude préalable en zone « Violet Vi ». Enfin, au regard des mesures visant la sécurité et l'information du public, le Département n'est a priori pas concerné par toutes les dispositions de ces PPRM. Des précisions devront nécessairement être apportées par l'Etat dans le cas contraire.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Henri PONS

A large, stylized handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Henri PONS', is written across the lower half of the page. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending from the left towards the right, and several loops and curves above it.



Autorité environnementale

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/l-autorite-environnementale-r145.html>

**Décision de l'Autorité environnementale,
après examen au cas par cas,
sur l'élaboration du plan de prévention des risques
miniers (PPRM) de la commune de Fuveau (13)**

n° : F – 093-19-P-0075

Décision n° F – 093-19-P-0075 en date du 19 août 2019
Autorité environnementale

Décision du 19 août 2019
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) enregistrée sous le numéro n° F - 093-19-P-0075, présentée par la préfecture des Bouches-du-Rhône, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 25 juin 2019, relative à l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau.

Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau à élaborer,

- qui a pour objet de prendre en compte, sur le périmètre de la commune de Fuveau, les risques miniers liés aux conséquences de l'exploitation passée du bassin de lignite de Provence qui est localisé entre Aix-en-Provence et Marseillè et qui s'étend depuis Saint-Maximin jusqu'à l'étang de Berre,
- les principaux aléas pris en compte étant de type effondrement localisé et affaissement,
- qui s'appuie sur une étude détaillée des aléas miniers finalisée en 2016, et le porter à connaissance (PAC) minier du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 août 2017,
- qui conduit à interdire l'implantation de nouvelles constructions dans les zones caractérisées par un « aléa trop préjudiciable », qu'elles soient urbanisées ou non et à restreindre les possibilités d'urbanisation dans les zones non urbanisées exposés à des aléas qualifiés de « moins préjudiciables »,
- qui ne prescrit pas de travaux pour la réduction de l'aléa ;

Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées ainsi que les incidences prévisibles du plan sur l'environnement ou la santé humaine, en particulier :

- le PPRM porte sur la commune de Fuveau dont la population a connu une augmentation annuelle de 2,7 % en moyenne entre 1975 et 2015, avec une croissance plus modérée de 1,1 % entre 2010 et 2015 ; en 2015, la commune compte 9 756 habitants,
- les sites Natura 2000 les plus proches, « Montagne Sainte Victoire » (identifiant 9301605) et « Chaîne de l'Etoile- massif du Garlaban » (identifiant FR9301603) au titre de la directive « habitat-faune-flore » 92/43/CEE, sont situés respectivement à une distance de 1,7 km et 3 km des limites communales,
- la commune abrite un réservoir de biodiversité, des cours d'eau et des espaces de mobilité des cours d'eau recensés au titre du schéma régional de cohérence écologique (SRCE),
- le PLU de Fuveau prend en compte les principes de prévention édictés par le porter à connaissance (PAC) minier du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 août 2017 dont la cartographie sera reprise dans le futur PLUi du Pays d'Aix, prescrit par délibération du conseil métropolitain (Métropole Aix-Marseille-Provence) en date de 18 mai 2018,
- en l'absence d'incidence directe sur les éléments constitutifs du SRCE,
- la superficie des zones urbanisées et urbanisables recensées susceptibles de devenir inconstructibles est d'environ 3 ha ; les impacts sur l'urbanisation induites seront limités, les zones urbanisées et urbanisables à l'échelle de la commune restant constructibles étant suffisantes (la superficie totale encore disponible étant de 538 ha) ;

Concluant que :

au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des autres informations et contributions portées à la connaissance de l'Ae à la date de la présente décision, le plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de Fuveau , n° F - 093-19-P-0075, présentée par la préfecture des Bouches-du-Rhône, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas du respect des obligations auxquelles le plan présenté peut être soumis par ailleurs.

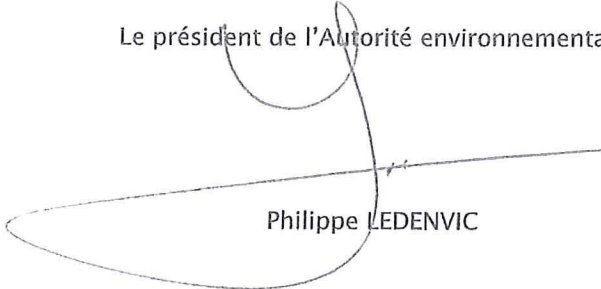
Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'Autorité environnementale. Cette décision doit également figurer dans le dossier d'enquête publique ou le cas échéant de mise à disposition du public (article L. 123-19).

Fait à la Défense, le 19 août 2019

Le président de l'Autorité environnementale,



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

OBSERVATION N° 1

- 16/11/2021 17:42:20

Par MAXIME BREITHAUP

Au nom de l'ASL des mésanges,

Lors de la concertation publique du PPRM, l'ASL des mésanges, par mon intermédiaire, avait interpellé la DDTM 13 (mail du 18/11/2019) sur les modalités précises de mise en œuvre du futur PPRM et plus particulièrement concernant les extensions et annexes en zone rouge (au regard des données décrites dans le PAC en vigueur au moment de la rédaction)

La DDTM13 (en date du 20 mai 2020 - cf. mail en pièce jointe) avait répondu aux différents questionnements et avait apporté une clarification sur l'évolution du PPRM durant la phase de concertation qui autoriserait des extensions dans la limite de 20m2 ET des réalisations d'annexes dans la limite de 20m2; soit un total maximal de 40m2 de surface de plancher total.

La rédaction du PPRM présente bien ces 2 dimensions sans néanmoins être aussi claire que le mail de réponse de la DDTM 13.

Cdt

Maxime BREITHAUP

Pièces-jointes :

MAIL_CONCERTATION_PUBLIQUE.PDF

Ce courriel a été envoyé automatiquement par un robot,
merci de ne pas y répondre.

Copyright © Legalcom | Tous droits réservés.

Vous avez reçu ce message en tant qu'utilisateur du site RegistreDemat.fr
Vous pouvez vous désinscrire et ne plus recevoir de courriel dans votre espace client.

Pièces jointes (2)

- 671_Observations_du_2021-11-16.pdf (29 KB)
- 671_Observations_du_2021-11-16.xlsx (10 KB)

De: risque-minier - DDTM 13/Service Urbanisme/Pôle Risques Naturels emis par **TORRENS Serge - DDTM 13/Service Urbanisme/Pôle Risques Naturels**
ddtm-risque-minier@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet: Re: [INTERNET] Concertation PPRM - Informations additionnelles sur l'existant

Date: 20 mai 2020 à 17:51

À: Maxime D maxime25@gmail.com



Bonjour Monsieur,

Par courrier électronique du 18 novembre 2019, vous nous interrogez sur les autorisations d'extension pour le bâti existant en zone inconstructible liée à l'aléa affaissement à caractère cassant du projet de Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la commune de Fuveau.

Au préalable, je suis conscient des délais de réponse important qui s'expliquent par un bilan fait au terme des phases de concertation sur les quatre communes objet d'un PPR Minier suivi de la crise du COVID 19 qui perturbe notre activité.

Pour rappel, l'élaboration du PPRM de la commune de Fuveau a été prescrite par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône daté du 7 octobre 2019.

Après la phase d'association avec les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés, la phase de concertation avec la population a commencé le 14 novembre 2019. C'est dans le cadre de cette phase de concertation que le public pouvait exprimer ses remarques et observations à la DDTM 13 et la DREAL PACA et que vous nous interrogez par l'intermédiaire de la boîte mail mis à disposition du public.

Dans votre mail, vous écrivez que, dans le Porter à Connaissance (PAC) minier du 3 août 2017, « les dispositions relatives à la gestion courante de l'existant et l'extension de l'existant ne sont pas limitées à une seule fois comme le précise le projet de PPRM ».

Comme vous l'avez noté, le PAC formule les principes de prévention sans pour autant expliciter les règles avec un niveau de détails comparable à celui d'un règlement. C'est donc la plus-value apportée par le PPRM. Le principe d'une extension limitée est que cette dernière ne puisse pas être reconduite plusieurs fois sans quoi le sens même de cette disposition tombe. Après discussion avec les divers organismes associés, les services Urbanisme des communes ou de la Métropole ont souhaité une explicitation de cette règle pour éviter toute interprétation. C'est pour cela que nous avons précisé dans le règlement des projets de PPRM dont celui de Fuveau, que les extensions autorisées en zone Rouge et Marron étaient limitées à une seule fois.

Vous ajoutez dans votre courrier que « la création d'une ou plusieurs annexes "non habitables" n'augmente en rien le risque de sécurité publique ou de salubrité pour les habitants qui y vivent déjà (et n'augmentent pas non plus le nombre d'habitants sur la zone) mais empêche directement aux propriétaires de ces terrains de pouvoir jouir pleinement de leurs droits de propriété. »

D'une part, la limitation des extensions de l'existant a pour objectif non seulement de diminuer la vulnérabilité des personnes mais également des biens.

D'autre part, concernant la gestion de l'existant, le projet de PPR respecte les règles édictées par la Circulaire du 06/01/12 relative à la prévention des risques miniers résiduels qui limite, pour les Plans de Préventions des Risques Miniers, les extensions en zone d'aléa trop préjudiciable tel que l'aléa affaissement à caractère cassant ainsi qu'en zone non urbanisée.

Enfin, le projet de PPR a évolué après la phase de concertation et il est possible de réaliser des annexes dans la limite de 20 m² et également de réaliser une extension dans la limite de 20 m² soit 40 m² de surface de plancher au total.

Cordialement.

Le 18/11/2019 11:49, > Maxime D a écrit :

Bonjour,

Pour faire suite à la réunion de présentation du projet de PPRM sur la commune de Fuveau qui s'est tenue en Mairie le 14 novembre 2019, nous nous permettons de vous solliciter pour obtenir quelques informations additionnelles concernant certains éléments.

Le présent PPR fait état d'une élaboration basée sur le résultat de l'étude de GEODERIS et sur le document qui en résulte; c'est à dire le porter à connaissance (PAC) datant du 3 août 2017.

Dans le présent PAC, il est bien fait état, que la zone se trouvant dans l'Aléa « Affaissement » (niveau moyen) de type « Cassant » devient inconstructible (même si le PLU les caractérisent en UCh - zone Urbaine)

Par contre les dispositions relatives à la gestion courante de l'existant (paragraphe II.e) et l'extension de l'existant (paragraphe II.f) ne sont pas limitées à une seule fois comme le précise le projet de PPRM (p25).

Nous avons bien conscience que le PPR est élaboré dans le but d'alerter et de protéger la population qui se trouvent dans les zones concernées (en lien avec l'article R11163 du code de l'urbanisme qui précise que la nature ne doit pas porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique) mais nous ne comprenons pas ce qui justifie le caractère plus restrictif du PPR sur des

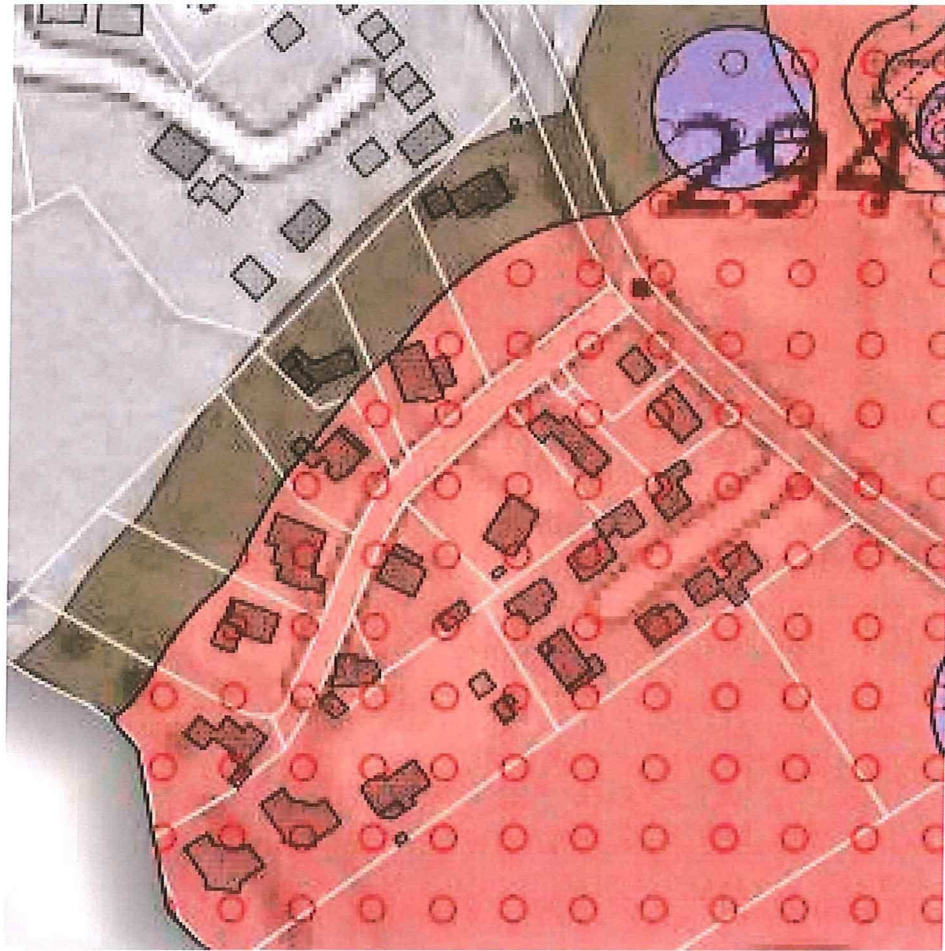
travaux relatifs au maintien des constructions existantes si bien évidemment les constructions soient édifiées comme annexes « NON HABITABLES et DISJOINTES » du bâtiment principal tel que la réalisation d'un garage, un carport pour les voitures, local technique piscine, d'un poolhouse... et qu'il ne soit pas possible de les transformer « a posteriori » en logements additionnels. La création d'une ou plusieurs annexes « non habitables » n'augmente en rien le risque de sécurité publique ou de salubrité pour les habitants qui y vivent déjà (et n'augmentent pas non plus le nombre d'habitants sur la zone) mais empêche directement aux propriétaires de ces terrains de pouvoir jouir pleinement de leurs droits de propriété.

Nous nous permettons donc de vous solliciter pour savoir ce qui justifie le caractère « plus restrictif » du présent PPRM au regard du PAC déjà produit et sur lequel la commune se réfère? Dans l'attente d'un retour, veuillez recevoir nos salutations

Cordialement

Pour l'ASL les riverains des mésanges

Maxime Breithaupt



Observations déposées

Bonjour,

Vous trouverez ci dessous les observations déposées le 01/12/2021 pour le registre dématérialisé : "Enquête publique relatif au Plan de Prévention des Risques miniers (lignite) de la commune de Fuveau"

OBSERVATION N° 2
- 01/12/2021 18:43:22

Bonjour

Je conteste la qualification de "zone peu urbanisée" sur le fichier joint de la planche 6, impasse des mésanges. Le quartier est d'ailleurs classé en zone UCH. et le plan montre clairement une densité de construction élevée. Pouvez vous considérer cette situation?

Cordialement,



Pièces-jointes :

OBSERVATIONS PPRMI FUVEAU.DOCX

Ce courriel a été envoyé automatiquement par un robot,
merci de ne pas y répondre.

Enquête publique relatif au Plan de Prévention des Risques miniers (lignite) de la commune de Fuveau

Observations déposées le 06/12/2021

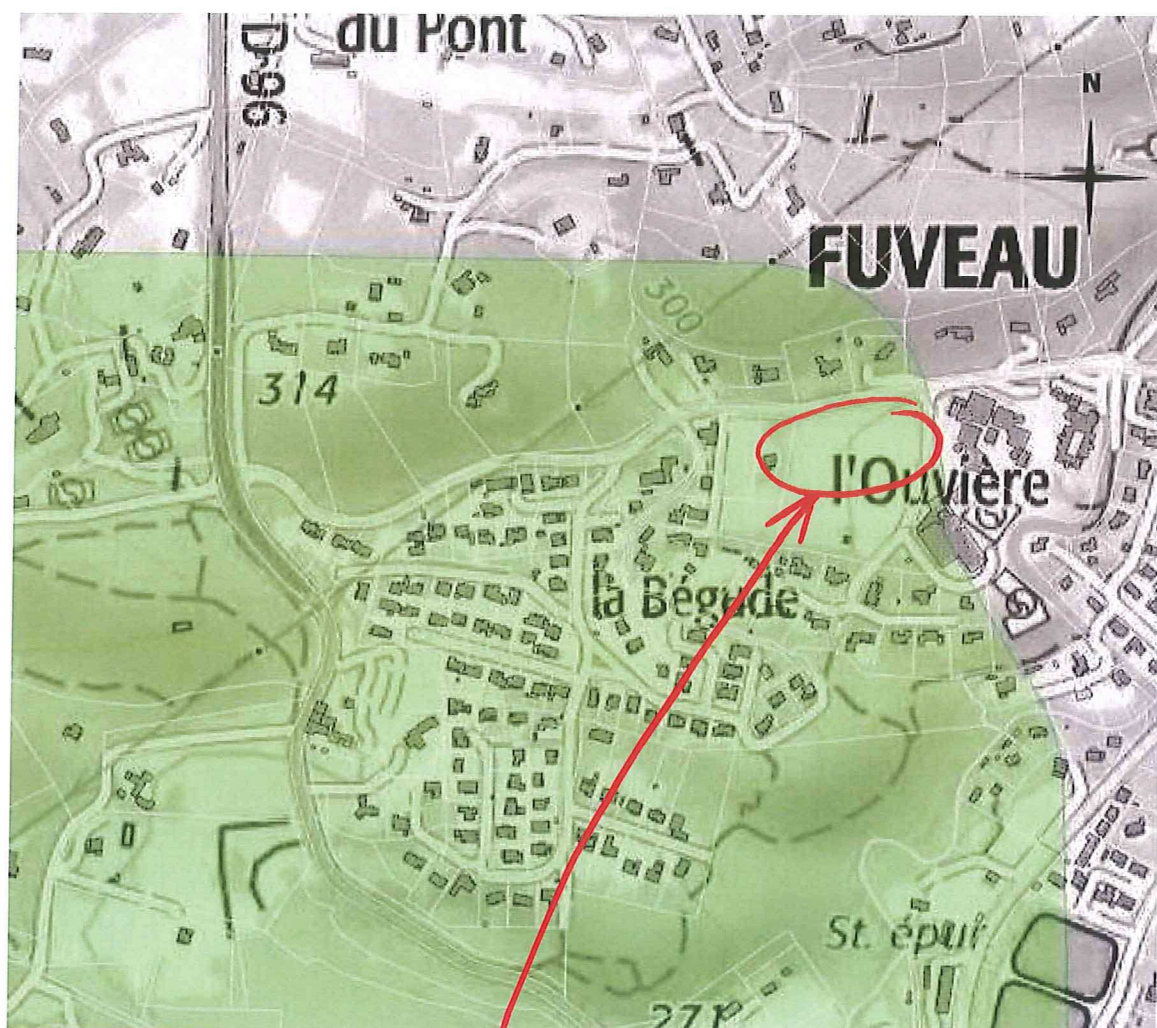
Observation N° 3

06/12/2021 18:18:19

Par Joseph Comité d'Intérêt de Quartier Saint François de Fuveau

Bonjour, sur la commune de Fuveau le terrain cadastré BI parcelle 76 se trouve dans la zone d'alea affaissement faible intensité très limitée d'après la carte PPRM, à cet endroit est en cours de construction un immeuble destiné à devenir un EHPA qui a une emprise au sol de 2540 m² sur 5366m² de terrain en R+2 sur une partie de l'immeuble et un Sous-sol (voir le PC n° D969 PC5-2). Par conséquent il dépasse les dispositions constructives réglementaires proposées au chapitre 5 (du PPRM Règlement résumé : hauteur d'étage maximale de 3 m, largeur maximale de 8 m et longueur maximale de 16 m, avec la longueur qui ne dépasse pas 2 fois la largeur) on peut donc poser la question : quels risques encourent les futurs habitants de cet immeuble ? et les habitations environnantes ? merci de toute votre attention. Bien cordialement. Le Président du CIQ Saint François Joseph CATANIA

PJ : carte zone construction EHPA sur terrain alea affaissement faible intensité très limité.pdf



Zone de construction de l'EHPA,
Parcelle 76 ; PC n° D969 PC5-2 ; en
vert= zone d'alea affaissement faible
intensité très limitée